



HAL
open science

Comment les villes sont-elles devenues des entrepreneurs de mémoire

Patrick Le Galès

► **To cite this version:**

Patrick Le Galès. Comment les villes sont-elles devenues des entrepreneurs de mémoire. Sandrine Lefranc; Sarah Gensburger. La mémoire collective en question(s), Presses universitaires de France, 540 p., 2023, 9782130835998. hal-04383159

HAL Id: hal-04383159

<https://sciencespo.hal.science/hal-04383159>

Submitted on 9 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab

Comment les villes sont-elles devenues des entrepreneurs de mémoire ?

Patrick Le Galès

Le monde social est le produit d'un jeu constant de recompositions d'échelles. Des groupes sociaux, des mobilisations s'organisent, se structurent, s'institutionnalisent soit à différentes échelles soit en articulant ces différentes échelles. La période contemporaine est à cet égard marquée par la dénationalisation des sociétés et de l'Etat. Cette évolution ouvre des espaces pour toutes sortes d'entrepreneurs sociaux et politiques, y compris des activistes de la mémoire, qui combinent des liens, des circulations d'idées, de représentations, de pratiques, d'instruments avec des territoires, des lieux. Ces processus sont conflictuels. Ils mobilisent des groupes sociaux, des organisations, et reflètent parfois des configurations. Comme de nombreux phénomènes sociaux, mais peut-être plus encore que d'autres, la mémoire a longtemps été pensée à l'échelle du cadre national. Les questions de mémoire ne font pourtant pas exception aux dynamiques en cours de recompositions d'échelles. Parfois, elles ont même leur dynamique propre qui peut influencer cette recomposition des échelles de structuration des sociétés et leur articulation. Parfois, les transformations de ces mémoires de groupes ou d'organisation reflètent ces dynamiques de recomposition pas seulement portées par des groupes sociaux ou des individus mais aussi des gouvernements, des coalitions, des organisations. Cette dénationalisation de la mémoire n'est pas nouvelle mais s'est accentuée dans les dernières décennies.

Ces processus et ces conflits produisent des règles du jeu, des normes, des institutions, des modes de gouvernance qui enrôlent des acteurs, stabilisent un peu leurs stratégies, influencent les conditions de l'action collective ou la représentation d'un problème, et nourrissent des politiques publiques. Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc ont bien analysé l'intensification de ces politiques de mémoire et la forme qu'elles prennent. Elles définissent ces politiques comme des « actions qui, pour agir sur la société et ses membres, et les transformer, mobilisent le rappel du passé » (2017 p.15). Les politiques publiques sont parfois définies par des actions mais elles sont aussi souvent expliquées par les institutions et des processus d'institutionnalisation (Mahoney Thelen, 2009). Or pour les tenants de cette seconde conception, les néo-institutionnalistes historiques, ces institutions incorporent elles-mêmes des représentations de problèmes, des valeurs, et possiblement des mémoires. A l'inverse, de nombreux sociologues de la mémoire privilégient des approches très constructivistes. Les débats sur la mémoire collective insistent sur la transmission mais aussi sur l'instabilité des groupes dans le temps. Or, au-delà de l'Etat, des acteurs collectifs se renforcent et sont plus ou moins institutionnalisés. Les enjeux autour de la mémoire des villes suscitent de nombreux débats, sont à l'origine de politiques publiques, d'activités politiques et de formes d'institutionnalisation qui vont privilégier des récits, sélectionner des éléments qui seront transmis dans le temps au sein de ces villes ou vis à vis de l'extérieur. Cette institutionnalisation peut évoluer en fonction des usages et avoir, ou pas, des effets, en retour, sur la mémoire des individus ou des groupes. Mais tout ne change pas tout le

temps. Des discours de mémoire sont relativement stabilisés, codifiés, transmis, déployés au sein des politiques publiques.

Dans les villes européennes, l'usage finalement assez banal de la mémoire en termes de commémoration et de célébration des origines ou d'un passé plus ou moins riche et glorieux a été bousculé par les mobilisations mémorielles, les conflits autour des échelles du politique, la dynamique d'urbanisation. Les élites urbaines ne savent plus comment faire face à des sollicitations multiples dans des espaces politiques enchevêtrés. Mais c'est peut-être pour elles l'occasion de se poser en régulateur territorial pour affirmer leur légitimité politique en relation avec les autres villes, contre ou en se différenciant de l'Etat. Derrière les enjeux sur le récit urbain du passé se cachent des dynamiques institutionnelles.

Mémoire des villes européennes ou urbanisation sans mémoire ?

Ce qui suit se propose d'étudier l'action en la matière des villes et des métropoles, qui deviennent des acteurs politiques majeurs en France, en Europe et à l'échelle mondiale parmi d'autres acteurs politiques que sont les Etats, les organisations internationales, les grandes entreprises et institutions financières, les mafias mondialisées ou les ONG. Penser à l'échelle des villes permet de renouveler la manière de comprendre les dynamiques mémorielles contemporaine. Il s'agit d'analyser ce que la mémoire d'un collectif « ville » peut avoir comme effet de socialisation sur les individus qui le composent ou encore de comparer ces mémoires urbaines en faisant l'hypothèse d'une forme de désencastrement de la société nationale et de l'originalité des villes dans un monde de ville.

A priori, dans le cas des villes européennes, la question de la mémoire peut apparaître assez cadrée. D'abord ce monde européen urbain est profondément marqué par des références communes comme celle à l'Atlantide, ville mystérieusement disparue. L'héritage antique est également très présent et comme l'a montré Alain Schapp dans son magistral ouvrage « L'histoire Universel des Ruines » (2020), les européens ont depuis longtemps un rapport particulier avec les ruines, marqués par la destruction de Troie, les saccages de Rome et la passion de la Renaissance pour ces ruines. La mémoire de l'âge d'or des villes européennes du premier capitalisme marchand de la fin du Moyen Age, est aussi omniprésente dans les représentations et les discours des acteurs de la ville comme dans les travaux scientifiques sur la ville. Cette mémoire trouve à s'incarner dans des institutions et notamment les municipalités.

Le plus souvent, les élites urbaines célèbrent la date d'obtention du statut de municipalité, statut souvent accordé au Moyen Age dans une grande partie du continent lors du mouvement de municipalisation consécutif à l'enrichissement des bourgeoisies urbaines par le commerce et la production. Elles mettent en scène leur origine et les ruines grecques ou romaines qu'on ne manque pas de trouver dans un grand nombre de lieux, les cathédrales et vieux quartiers médiévaux et à l'occasion un reste de mur d'enceinte. Tous ces éléments

témoignent de l'ancienneté de la ville et donc participent de sa légitimation. Enfin, dans le long processus de formation des Etats européens, la mémoire des guerres, parfois des destructions, ou des conflits avec les élites étatiques, est régulièrement mobilisée pour renégocier des ressources ou affirmer une différence. Cette mobilisation s'effectue toutefois en lien étroit avec l'Etat dans le cadre des relations, classiques, entre centre (Etat) et périphérie (les municipalités).

Toutefois, le champ relativement récent des études urbaines globales et comparatives (Le Galès & Robinson, 2022), a mis en lumière le fait que toutes les villes ne mettent pas en avant ces dimensions du passé et ne donnent pas lieu à ce type de mobilisations, d'usages, d'instrumentations de la mémoire collective. Ici la ville et son rapport à la mémoire sont compris plus globalement dans leur rapport avec différentes dimensions matérielles, économiques, politiques, sociales, culturelles. La ville est alors pensée comme une ville culturelle en termes d'imaginations, de différences, de représentations, d'idées, de symboles, d'arts, de textes, de sens, de religion, d'esthétique, et de mémoire. Les politiques de mémoire apparaissent alors comme un outil de différenciation de régulations politiques soit à l'échelle transnationale soit infranationale.

D'autres travaux majeurs au sein des études urbaines s'inspirent plutôt de la tradition néo marxiste et s'intéressent aux processus d'urbanisation ensuite déclinés dans différentes formes urbaines. Cette conceptualisation de l'urbanisation planétaire (Brenner, 2013) plus ou moins soutenue par un capitalisme mondialisé remet en cause l'idée même de ville. La structuration des villes résulte toujours à la fois d'un héritage, d'une trajectoire combinée à des influences extérieures, des réseaux, des circulations, des contrôles des processus d'urbanisation capitalistes, ou pas. Remettant au goût du jour une analyse néo marxiste des processus d'urbanisation, maints auteurs d'études urbaines dénoncent l'idéologie du « methodological cityism » (Wachsmuths Angelo, 2015) qui réifie les villes qui n'ont plus de pertinence conceptuelle. Dans cette conception, la mémoire des « villes » ne devient alors rien d'autre que les représentations véhiculées par les élites pour légitimer leur domination. Les enjeux de mémoire ne sont vus ici que comme un élément, parmi d'autres, d'une idéologie conservatrice de la ville qui dissimule les rapports de pouvoirs associés aux puissants processus d'urbanisation capitaliste plus ou moins néo libéralisés.

Instrumentation et contradictions

La question de la mémoire des villes apparaît alors classiquement comme celle de l'instrumentation d'un passé plus ou moins lointain pour justifier les stratégies des élites contemporaines. Le « retour des villes européennes » est allé de pair avec la mobilisation de l'héritage des villes européennes de la fin du Moyen Age/début de la Renaissance, lorsqu'une partie d'entre elle a accumulé des ressources considérables et de l'influence politique.

Pendant les années 1980, cette dynamique économique des villes européennes s'accompagne de discours, de récits urbains, de mobilisation de mythe, de réinvention d'une mémoire célébrant les prouesses de telle ou telle ville avant la période de domination de l'Etat. A Lyon, la relance de la planification urbaine décentralisée s'appuie par exemple sur les travaux d'historiens pour rappeler le passé glorieux d'une capitale européenne dont les ailes furent rognées par la centralisation française. A Hambourg, les élites de la cité-Etat font de même en remobilisant l'héritage de la ligue Hanséatique, soit la fédération à buts commerciaux et politiques des villes de la Baltique et de la Mer du nord du milieu du XIIIème siècle jusqu'au début du XVIIème siècle. A Milan, les dirigeants de la Chambre de Commerce s'interroge sur une possible réinvention d'une forme de cité Etat et s'appuie alors sur le rappel du passé de la ville avant la naissance de l'Italie. A Montpellier, le maire Georges Frèche, lui-même historien du droit, se compare, modestement, à Laurent de Médicis pour mieux revendiquer autonomie et ressources financières qui conduirait à une prospérité merveilleuse pour sa bonne ville. Partout en Europe, la mémoire des villes européennes avant le cycle de l'Etat nation est redécouverte, mobilisée, inventée si besoin, sous l'œil bienveillant de l'Union Européenne, pour accompagner cette affirmation du renouveau de cet acteur politique collectif et construire un récit urbain, une représentation collective des villes et de leur devenir, au sein, contre et au-delà de l'Etat.

Presque partout, les politiques urbaines prennent en compte cet impératif : certaines mémoires sont redécouvertes, d'autres, comme celles des passés ouvriers, sont euphémisées. A Turin plus qu'ailleurs après la crise industrielle, la rénovation urbaine du centre est spectaculaire et la ville de Fiat est à nouveau représentée comme la capitale historique du royaume piémontais. Des infrastructures se mettent en place pour mettre en scène le passé et retisser une mémoire urbaine plus différenciée de la mémoire nationale : musées, mission d'archéologie, architecture, dessinent un nouveau champ d'activité autour de la mémoire urbaine. Les échanges entre villes se multiplient, cette mémoire de l'Europe du premier capitalisme urbain marchand est une ressource considérable pour les élites urbaines qui affichent projets, plans et politiques publiques pour s'affirmer comme acteurs politiques dans l'espace européen et revendiquer un rôle majeur dans la construction européenne.....avec toutefois un succès limité auprès des instances de l'Union européenne.

Cette logique classique d'instrumentalisation de mémoires pour activer ou créer une mémoire collective et légitimer les élites et leurs projets vaut également à l'échelle mondiale. Comme indiqué, à partir des années 1980, mondialisation et urbanisation vont de pair et conduisent à la multiplication de très grandes métropoles. Une vingtaine de métropoles ont dépassé les 15 millions d'habitants et d'ici la fin du siècle une dizaine pourrait dépasser les 25 millions d'habitants en Asie et de plus en plus en Afrique. La Chine est particulièrement concernée.

La Chine de Xi Jing Ping est mobilisée pour devenir la première puissance économique du monde. En de nombreuses occasions publiques, les dirigeants chinois ont mis en exergue le

retour vers un équilibre du monde, c'est-à-dire où le monde chinois serait dominant. Il met alors en scène un récit où le Royaume/Empire chinois a été la partie la plus développée du monde, avec de nombreuses avancées techniques et un gouvernement sophistiqué, plus ou moins jusqu'au 12e siècle. Jusqu'à la Renaissance, Beijing demeure la plus grande métropole au monde. Vu de Chine, le cycle d'événements extraordinaires aboutissant à des siècles de domination de l'Europe, puis des États-Unis, touche à sa fin. La Chine va (re)devenir le centre du monde. Aux yeux des dirigeants chinois, la future capitale ou la ville la plus prestigieuse du monde doit donc aussi se trouver en Chine, d'où le projet de développer Jing-Jin-Ji, la région urbaine autour de Beijing, comme la ville la plus avancée du monde (plus de 100 millions d'habitants) qui devrait attirer des flux d'investissements, de visiteurs et faire rayonner la puissance chinoise. Cependant, personne ne souhaite célébrer l'ancien régime impérial chinois. Toute la révolution chinoise s'est faite contre cela et le maoïsme s'est souvent affirmé de manière violente contre les villes. Le cas chinois et la reconstruction/réinvention de Beijing soulignent les contradictions entre ville et processus d'urbanisation. Contrairement aux villes européennes qui patrimonialisent leurs centres et mobilisent la mémoire, parfois jusqu'alors « oubliée », d'une autonomie de la cité avant l'émergence des États centraux, les autorités chinoises détruisent massivement des quartiers traditionnels (Hutong) de Beijing. D'autres sont transformés en quasi musée et, surtout, des quartiers traditionnels anciens mais tout neufs sont construits dans une logique, touristique et commerciale, similaire à celle des palais vénitiens de Las Vegas.

La mémoire de Beijing doit rester révolutionnaire et contrôlée par l'État. Or, l'imagination urbaine pour créer la nouvelle capitale du monde, est limitée et ne mobilise pas la mémoire collective urbaine. Elle s'appuie plutôt sur l'imitation systématique de ce qui a été fait ailleurs. La construction de la future « capitale du monde » prend appui sur ce qui est promu par les organisations internationales comme caractérisant la « bonne ville mondiale » : polycentrique et dense avec un système de transport hautement développé, durable avec une pollution limitée et des forêts urbaines, site du déroulement de nombreux événements et d'équipements culturels, de stades, de nouveaux bâtiments à couper le souffle, de quartiers traditionnels réinventés, d'universités et de centres de recherche de premier plan, de mécanismes de surveillance pour une ville sûre, d'utilisation systématique des métadonnées pour améliorer les services, d'implantation de parcs à thème californiens et de franchises mondialisées.

Les villes face aux entrepreneurs de mémoire

Le renforcement de cette capacité d'action collective et de formes de gouvernance urbaine est souvent allée de pair avec des formes de contrôles des discours, de la participation citoyenne, des représentations et d'institutionnalisation d'une mémoire collective institutionnalisée. Alors que la présence du passé de la ville dans la ville devenait un enjeu majeur de politique publique locale, cela a ouvert un espace d'action à de nombreux acteurs sociaux sur ces questions.

Comme indiqué précédemment, les métropoles, les villes sont aussi traversées par des flux, des circulations. Les migrations ont partout entraîné une diversification des populations. Les élites urbaines ont découvert avec surprise les mobilisations d'acteur sociaux sur les questions de mémoire, souvent désignés par la littérature comme des « entrepreneurs de mémoire ». Alors que ces élites tentaient de faire consensus en combinant le plus souvent développement économique, attraction de groupes sociaux valorisés, projets culturels, plan de cohésion sociale et de prise en compte des inégalités ainsi qu'un début de transition écologique, des groupes se sont mobilisés pour tirer d'autres fils, faire resurgir d'autres mémoires et provoquer des conflits souvent autour de questions d'échelles et de circulations.

Dans plusieurs pays européens, le modèle dominant de la ville européenne - on pourrait parler de « bonnes villes européennes » au sens de la notion de « bonnes villes de France » forgée par l'historien Bernard Chevalier (1982) et de ses politiques (appuyé par l'Union européenne) a d'abord été bousculé par les mouvements régionalistes. En Espagne, Italie, Belgique, Royaume Uni, Allemagne parfois, les mouvements régionalistes ont réécrit la mémoire des villes toujours contre l'Etat mais cette fois-ci au nom de de l'histoire des régions. A Barcelone, Anvers, Edimbourg, des coalitions différentes de bourgeoisies locales, de classes moyennes, de populations plus précarisées ont soutenu les entrepreneurs politiques nationalistes visant non plus une autonomie mais à une séparation de l'Etat. A Barcelone, les nationalistes catalans ont fait émerger une mémoire de Barcelone structurée par le conflit entre la Catalogne et l'Espagne à l'encontre du discours des élites locales qui présentait la ville d'abord comme une grande capitale européenne. Ces conflits, cette concurrence peuvent parfois se transformer en alliance. Elites barcelonaises métropolitaines et mouvement catalaniste se retrouvent dans l'opposition à Madrid, y compris jusqu'à travers un sujet qui peut pourtant apparaître comme ferment de « mémoire collective nationale », celui de la mémorialisation des attentats qu'a connu Barcelone en 2017. Les conflits sont ainsi marqués entre nationalistes et élites métropolitaines barcelonaises sur les questions de mémoire, de représentation, de célébration sélective du passé, de mise en avant d'événements, de liens, d'échanges, de personnages historiques. La mémoire de la ville est enrôlée dans le projet nationaliste et des groupes sociaux et politiques s'opposent sur ces questions.

Au-delà des questions d'échelle, d'autres entrepreneurs de mémoire mobilisent des thématiques longtemps enfouies et rendues visibles ailleurs. Dans son ouvrage Renaud Hourcade (2014) montre avec brio comment des groupes anti-discriminations se sont emparés de la mémoire de l'esclavage pour faire avancer leur cause, à chaque fois à l'échelle de la ville. Dans sa comparaison de Liverpool, Bristol, Bordeaux et Nantes, Hourcade montre la montée en puissance du thème de l'héritage esclavagiste et des fortunes accumulées dans les ports négriers que chacune de ces villes ont abrités. Cette mémoire enfouie a été

mobilisée de manière différenciée par des groupes de militants conduisant à des activités (cf le déboulonnage de la statue du marchand d'esclave Edward Colston à Bristol) et des politiques publiques pour institutionnaliser cette mémoire de l'esclavage, plus ou moins articulée à la mémoire de ces villes.

La mémoire et le langage qui l'accompagne est donc souvent une ressource clé pour la formation d'un acteur politique collectif territorial, quelles que puissent être l'échelle ou la temporalité. Dans un monde de plus en plus urbanisé où les territoires se différencient des Etats et revendiquent un statut plus affirmé d'acteur collectif, la question de la mémoire devient donc tant un outil de légitimation que l'objet de conflits de légitimité. Elle n'est pas seulement mobilisée pour ce projet politique (avec maintes contradictions), elle est aussi institutionnalisée pour tenter de stabiliser certains choix, sélections parmi les mémoires et résoudre les conflits avec les activistes locaux ou transnationaux. Les conflits autour de la crise climatique vont renforcer ces processus car les villes sont des acteurs majeurs tant du problème et que des solutions qui peuvent y être apportées. La mémoire de la modernisation capitaliste, de la pollution et de l'exploitation des ressources est désormais mobilisée pour développer l'adaptation et la lutte contre la crise climatique.

Angelo, Hillary, and David Wachsmuth. "Urbanizing urban political ecology: A critique of methodological cityism." *International Journal of Urban and Regional Research* 39.1 (2015): 16-27.

Brenner, Neil. 'Theses on urbanization'. *Public culture*, 2013, vol. 25, no 1, p. 85-114.

Chevalier, Bernard. *Les bonnes villes de France: du XIVe au XVIe siècle*. Aubier, 1982.

Gensburger Sarah & Lefranc Sandrine, 2017, *A quoi servent les politiques de mémoire ?*, Paris, Presses de Sciences po.

Gensburger, S., & Lavabre, M. C., D'une «mémoire» européenne à l'europanisation de la «mémoire». *Politique européenne*, (2), 9-17, 2012

Hourcade, Renaud, *Les ports négriers face à leur histoire*, Paris, Dalloz, 2014,

Le Galès, Patrick, Robinson, Jenny, *The Handbook of global comparative urban studies*, Londres, Routledge. 2022 (à paraître),

Mahoney, James, and Kathleen Thelen, eds. *Explaining institutional change: Ambiguity, agency, and power*. Cambridge University Press, 2009.

Nora Pierre, , « L'ère de la commémoration », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire, III Les France*, vol. 3 « De l'archive à l'emblème », Paris, Gallimard. 1992

Schnapp, Alain. *Une histoire universelle des ruines: des origines aux Lumières*. Seuil, 2020.